

**Réalisation d'un audit technique patrimonial
et constitution d'un plan GER (Gros Entretien Renouvellement)
pour deux bâtiments de l'Université de Lorraine**

n° 2026-910 SDGEM PI

Désignation et localisation des bâtiments concernés :

1/ Bâtiment Simone Veil

Ile du Saulcy
57000 Metz

2/ Bâtiment ARTEM 3

Campus ARTEM - 90 rue Sergent Blandan
54000 Nancy

OBJET : *Marché public de prestations intellectuelles – Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)*
pour audit technique patrimonial et élaboration d'un plan directeur de Gros Entretien Renouvellement (GER) à 20 ans.

I. CONTRACTANTS

Entre les parties suivantes :

UNIVERSITÉ DE LORRAINE, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel constitué sous la forme d'un grand établissement au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation, créé par décret n° 2011-1169 du 22 septembre 2011, inscrit au répertoire SIRENE de l'INSEE sous le numéro 130 015 506 00012, code APE : 8542Z, TVA Intracommunautaire : FR24130015506, dont le siège est sis 34 cours Léopold, 54000 NANCY, représenté par sa présidente ou son représentant ;

Personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances et ordonnateur : Madame BOULANGER Hélène, Présidente de l'Université de lorraine, ayant prérogatives du propriétaire sur les biens concernés par le présent contrat.

Comptable assignataire des paiements : Monsieur l'Agent Comptable de l'Université de Lorraine

La direction instructrice qui suivra l'ensemble des prestations prévues au présent marché est la Direction du Patrimoine Immobilier – sous-direction Gestion Patrimoniale.

Ci-après dénommée l'acheteur Public,

Et

Le co-contractant

[\(joindre un RIB\)](#)

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M
Agissant en qualité de

☐ m'engage sur la base de mon offre et pour mon propre compte ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ engage la société sur la base de son offre ;

Nom commercial et dénomination sociale

Adresse

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M

Agissant en qualité de

désigné mandataire :

☐ du groupement solidaire

☐ solidaire du groupement conjoint

☐ non solidaire du groupement conjoint

Nom commercial et dénomination sociale

.....

Adresse

.....

Courriel ¹

Numéro de téléphone

Numéro de SIRET

Code APE

Numéro de TVA intracommunautaire

S'engage, au nom des membres du groupement ², sur la base de l'offre du groupement,

à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

L'offre ainsi présentée n'est valable toutefois que si la décision d'attribution intervient dans un délai de 3 mois à compter de la date limite de réception des offres fixée par le règlement de la consultation.

Ci-après dénommée l'entreprise,

Les signataires étant désignées sous le terme « les Parties »,

II. PRESENTATION DES OUVRAGES OBJET DE LA MISSION ET CONTEXTUALISATION

L'Université souhaite faire réaliser un audit technique patrimonial et élaboration d'un plan directeur de Gros Entretien Renouvellement (GER) à 20 ans pour 2 bâtiments de son parc immobilier.

Campus du Saulcy - Bâtiment Simone Veil :

ibellé surface	Surface calculée
Surface Hors Oeuvre Brute	23503.65 m ²
Surface Hors Oeuvre Nette	16676.73 m ²
Surface Utile	8447.23 m ²
Surface Utile Brute	11520.65 m ²
Surface Utile Nette	2767.15 m ²
Surface de Plancher	14605.02 m ²
Surface de bureaux aménageable	4791.08 m ²



Descriptif du bâtiment :

ERP TYPE R de 1^{ère} catégorie

Le bâtiment a fait l'objet d'une rénovation complète, incluant des travaux de désamiantage. Il accueille aujourd'hui des salles de formation, un amphithéâtre, des bureaux ainsi qu'une cafétéria.

La réception des travaux a été prononcée en juin 2016. Outre la mise en conformité incendie et réglementaire, l'enveloppe du bâtiment, façades et menuiseries extérieures, ainsi que la couverture ont été entièrement renouvelées. Les installations électriques, tant en courant fort qu'en courant faible, et leurs équipements associés ont également été intégralement remplacés. Un ascenseur a été créé à cette occasion.

Le bâtiment se compose de six niveaux, dont un sous-sol.

Le montant global de l'opération en référence prix Juin 2016 est de : 11 712 381 € HT compris prestations intellectuelles et assurances (total travaux : **10 277 918 € HT**)

L'ensemble des travaux entrepris a été réalisé afin d'accueillir les écoles de formation paramédicale de Metz qui occupent ce bâtiment, sur le campus universitaire du Saulcy, précédemment occupé par l'École Nationale des Ingénieurs de Metz.

Le bâtiment accueille actuellement :

- Les écoles de formation paramédicale de Metz
- L'Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI) de Metz,
- L'Institut de Formation des Infirmiers en Puériculture (IFIP),
- L'École de Sage-Femmes,
- L'Institut de Formation d'Aides-Soignants (IFAS).
- Une cafétéria du CROUS Lorraine ;
- Service Universitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé de l'Université de Lorraine (SUMPPS) ;
- Services de logistique de l'Université de Lorraine ;
- Des associations tierces à l'Université de Lorraine : Épicerie solidaire Agoraé de Fédélor, associations étudiantes, Centres de Planification Familiale.

La Région Grand Est, au titre de l'occupation des écoles de formation paramédicale de Metz, est partie prenante de ce projet à double titre : d'une part, en sa qualité d'autorité de tutelle des formations sanitaires et sociales, et d'autre part, en tant que financeur, par l'octroi d'une subvention au CHR de Metz pour le fonctionnement de ses instituts de formation. Une convention a été conclue afin de définir les modalités de mise à disposition des locaux universitaires au profit des activités pédagogiques du CHR. Elle prévoit notamment une répartition des charges de Gros Entretien et Renouvellement (GER) entre les deux parties, à hauteur de 74 % pour la Région Grand Est et 26 % pour l'Université de Lorraine, ainsi qu'un délai de prévenance de 18 mois pour assurer le financement des opérations de travaux. Par ailleurs, l'Université de Lorraine assure l'intégralité des opérations de maintenance de niveaux 2 à 4.

Après dix années de mise en œuvre de cette convention, il apparaît nécessaire de procéder à un audit des prestations de maintenance de niveaux 2 à 4 réalisées par l'Université de Lorraine, ainsi qu'à l'évaluation du plan de GER qu'elle propose. Ce plan doit être soumis pour validation au comité de suivi composé de représentants des parties prenantes.

Afin d'accompagner cette démarche, une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) est confiée à un prestataire sélectionné à l'issue d'une mise en concurrence, conformément aux conditions précisées ci-après.

Campus ARTEM – bâtiment ARTEM 3

Surfaces ARTEM 3

Libellé surface	Surface calculée
Surface Hors Oeuvre Brute	9780.46 m ²
Surface Hors Oeuvre Nette	8012.14 m ²
Surface Utile	6057.99 m ²
Surface Utile Brute	6740.91 m ²
Surface Utile Nette	1946.69 m ²
Surface de Plancher	7437.54 m ²
Surface de bureaux aménageable	2197.19 m ²



Descriptif du bâtiment :

ERP TYPE R de 1^{ère} catégorie

Le bâtiment dénommé ARTEM 3, réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la Métropole du Grand Nancy (SOLOREM), comprend des salles de formation, deux amphithéâtres, une médiathèque, des bureaux ainsi qu'une cafétéria.

Il se compose de six niveaux, dont un sous-sol.

Cette construction s'inscrit dans la volonté politique de créer une alliance universitaire dénommée **ARTEM**, réunissant :

- l'École nationale supérieure d'art et de design de Nancy pour l'art (ARTEM 2),
- ICN Business School pour le management (ARTEM 3 – établissement 3),
- Mines Nancy pour la technologie (ARTEM 1 – établissements 1 et 2).

Le campus, d'une superficie de 10 ha, a été aménagé sur les anciennes friches militaires de la caserne Molitor, situées entre la rue du Sergent-Blandan et le boulevard d'Haussonville à Nancy. Il propose notamment des espaces mutualisés. Mines Nancy occupe les locaux depuis 2012, l'École d'art s'y est installée à la rentrée 2016 et ICN Business School a rejoint le campus à la rentrée 2017.

La conception architecturale a été réalisée en trois tranches. Le projet urbain a été confié à Nicolas Michelin, architecte et dirigeant de l'agence ANMA (Agence Nicolas Michelin & Associés).

La troisième tranche, désignée **ARTEM 3**, a été conçue par les architectes Untertrifaller et Lipsky + Rollet (Équerre d'Argent 2005). Elle comprend notamment les locaux d'ICN Business School, une médiathèque et des amphithéâtres.

La réception des travaux est intervenue à la mi-avril 2017. Il s'agit d'une construction neuve à usage tertiaire. La galerie attenante au bâtiment n'entre pas dans le périmètre de la prestation objet du présent contrat. Toutefois, les équipements de sécurité (BAES, SSI, etc.) raccordés aux centrales hébergées dans le bâtiment devront être pris en compte.

La troisième tranche d'ARTEM comprend :

- un amphithéâtre de 150 places,
- deux amphithéâtres de 250 places,
- une médiathèque mutualisée de 2 500 m² à destination des quatre écoles.

Le montant global des travaux, à la date de notification des marchés (avril 2014), s'élève à **22 029 554 € HT**.

L'ensemble a été construit pour accueillir :

- L'Institut supérieur d'administration et de management (ISAM-IEA Nancy), composante de l'Université,
- Le laboratoire de recherche CEREFIGE (Centre Européen de Recherche en Économie Financière et Gestion des Entreprises),
- L'ICN Business School de Nancy, école privée de commerce et Management, tiers occupant hébergé dans des surfaces affectées à l'Université,
- Une médiathèque ou Bibliothèque Universitaire,
- Des espaces partagés (amphithéâtres et partie 3 du parking souterrain)
- Des associations étudiantes.

Une convention a été conclue dès l'entrée en jouissance des locaux avec l'ICN Business School de Nancy afin de définir les modalités de mise à disposition des locaux universitaires au profit des activités pédagogiques de l'école privée. Elle prévoit notamment une répartition des charges de Gros Entretien et Renouvellement (GER) entre les deux parties, au prorata des surfaces occupées, ainsi qu'un délai de prévenance de 18 mois pour assurer le financement des opérations de travaux.

Par ailleurs, l'Université de Lorraine assure l'intégralité des opérations de maintenance de niveaux 2 à 4.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

III. MISSIONS DE L'ASSISTANT A MAITRISE D'OUVRAGE

ARTICLE 1 – OBJET GLOBAL DE LA MISSION

La présente mission a pour objet la réalisation d'un audit technique patrimonial ainsi que l'élaboration d'un plan de Gros Entretien et de Renouvellement (GER) sur un horizon de **20 ans** pour les bâtiments susmentionnés, permettant :

- **VOLET A : La réalisation d'un audit technique patrimonial des bâtiments Simone Veil (Metz) et ARTEM 3 (Nancy) par l'évaluation de l'état de conservation des composants bâtimentaires au regard de leur durée de vie théorique ;**
- **VOLET B : L'élaboration d'un plan directeur de Gros Entretien et de Renouvellement (GER) sur un horizon de 20 ans, structuré par familles de composants (ouvrages et équipements), avec programmation technique et financière en fonction des constats de l'existant (VOLET A)**

Le plan de GER sera établi sur la base d'un audit technique approfondi du bâtiment et de l'analyse documentaire existante (cf. Annexe 2 : Liste des Documents remis au prestataire). La mission constitue une obligation de moyens par laquelle le prestataire a l'obligation de déployer ses meilleurs efforts pour atteindre l'objectif visé, en ayant agi selon les règles de l'art.

Indépendance et neutralité

L'AMO s'engage à exercer sa mission en toute indépendance vis-à-vis de l'UL et de ses partenaires, de ses prestataires de maintenance ainsi que vis-à-vis des entreprises susceptibles de réaliser les travaux. Il déclare n'avoir aucun lien juridique, commercial ou capitalistique avec ces acteurs.

Objet et périmètre de la mission

L'AMO est chargé d'accompagner l'Université de Lorraine (UL) dans le cadre de la mise en œuvre des programmations pluriannuelles d'investissements relevant du Gros Entretien et Renouvellement (GER) ainsi que de la conformité réglementaire des installations à date de réception des bâtiments.

La mission porte sur l'ensemble des **composants bâtimentaires**, incluant notamment (voir exemple de décomposition à l'Annexe 5 du présent contrat) :

- ✓ Structure et gros œuvre
- ✓ Clos et couvert
- ✓ Équipements techniques (CVC, plomberie, électricité, SSI, GTB, ascenseurs, etc.)
- ✓ Équipements de sécurité et de sûreté
- ✓ Second œuvre
- ✓ Ainsi que les éléments liés à l'accessibilité et à la conformité réglementaire.

Sont exclus de la mission

- Les opérations de maintenance courante (N1 à N4 au sens de la norme NF X 60-000 (2016),
- L'audit de conformité contractuelle des marchés de maintenance
- Toutes missions de maîtrise d'œuvre ou de suivi de travaux

Décomposition de la mission :

1.1 Volet A – Analyse de l'état des composants bâtimentaires

1.1.1 Analyses documentaires :

L'AMO procède à une évaluation de l'état de conservation des composants bâtimentaires par rapport à leur durée de vie théorique.

- Revue critique des documents fournis.
- Identification des caractéristiques principales du bâtiment :
 - Année de construction et phases de travaux éventuellement réalisés après date de réception,
 - Typologie constructive,
 - Liste des équipements techniques,

A mi-parcours de la mission, l'AMO communiquera à l'Université sa méthodologie relative à la décomposition par composant (voir exemple : Annexe 5 ; L'audit des équipements objet du présent marché pourra être réalisé en conformité avec les méthodologies et les cotations définies par le guide du CEREMA relatif au diagnostic des équipements. Ce guide constitue la référence de cotation et de classification des états des ouvrages et devra être utilisé comme document de référence pour l'évaluation de l'ensemble des équipements inspectés.), ainsi qu'au chiffrage des travaux (prix de référence travaux, plus-value à prendre en compte pour intégration du coût de maîtrise d'œuvre/CT/CSPS, modalités de révision, ...) utilisés pour la mission.

1.1.2 Audit Technique sur Site:

Le prestataire réalisera une visite approfondie du bâtiment comprenant :

- Appréciation visuelle et documentaire de l'état des composants bâtimentaires accessibles. Il ne constitue ni un diagnostic exhaustif, ni un contrôle réglementaire.
- Appréciation de l'état de conservation de chaque composant selon une échelle qualitative normalisée (ex. : bon état / état satisfaisant / état dégradé / état critique). Il pourra s'appuyer sur les constats de responsable du service technique du site pour apprécier les désordres connus, non-conformités et observations récurrentes de défaut de maintenance.
- Identification :
 - Des pathologies visibles, les niveaux d'usures et/ou d'obsolescences des composants
 - Des risques à court, moyen et long terme,
 - Des écarts réglementaires apparents.

L'audit n'inclut pas de sondages destructifs.

1.2 Volet B – Élaboration du plan directeur GER sur 20 ans

L'AMO élabore un plan pluriannuel de GER visant à assurer la pérennité technique et fonctionnelle de l'ouvrage et maintenir un bon état d'usage du bâtiment et de ses composants.

- Les hypothèses de calcul devront être clairement explicitées (base de prix) en amont du démarrage de la mission ;
- Les données devront être traçables et justifiées (via des fichiers xl exploitables) ;

- Le plan GER devra être cohérent avec :
 - Les obligations réglementaires, et normes en vigueur au sujet de l'accessibilité, de la sécurité incendie et des évolutions réglementaires possibles,
 - L'état réel du bâtiment et de ses composants,
 - Les documents techniques existants.

Le plan sera structuré comme suit :

- Inventaire par éléments constitutifs (ou composants) : Structure et gros œuvre, clos et couvert, CVC, plomberie, électricité HT/BT, ascenseurs, SSI, VRD, etc., suivant la méthodologie présentée par l'AMO et approuvée préalablement par la personne publique
- Analyse de l'état initial : durée de vie théorique, durée de vie résiduelle estimée, état de vétusté, criticité (sécurité, exploitation, continuité de service).
- Programmation prévisionnelle des interventions : par année sur un horizon de 20 ans, avec priorisation selon l'urgence, les contraintes réglementaires et les enjeux d'exploitation.
- Budgets associés : estimation des coûts de remplacement/renouvellement suivant la méthodologie présentée par l'AMO et approuvée préalablement par la personne publique (travaux, études, contrôles réglementaires et frais annexes, etc.). Ces estimations sont établies à partir de ratios et bases de prix usuelles et ne constituent pas des devis.
- Matrice de criticité et hiérarchisation : pondération par la gravité des conséquences (sécurité, fonctionnement, coût différé) et par la probabilité de défaillance.

Un document de synthèse présentera en annexe :

- La description des équipements techniques.
- Les projections financières consolidées.
- Les hypothèses méthodologiques (durée de vie normative, référentiels utilisés, base de coûts).

Modalités de restitution

L'AMO remettra :

- Un rapport d'audit relatif à la conservation des composants bâtementaires (VOLET A) qui s'appuiera sur la documentation fournie ainsi que sur les constats réalisés sur site ; Ce rapport *version initiale*, fera l'objet d'une version finale dès lors qu'il prendra en compte les observations de l'université de lorraine lors de la procédure d'admission. Son acceptation écrite vaudra ordre de démarrage des études prévues dans l'élément suivant (VOLET B)
- Un plan directeur GER 20 ans (VOLET B), présenté sous format papier et numérique (tableaux Excel exploitables + rapport PDF).
- Une présentation pour validation et intégration au plan GER annuel.

ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA MISSION

2.1. Réunion de démarrage

Dans un délai de 2 semaines à compter de la notification du marché, le titulaire participe à une réunion de démarrage dans les locaux de l'Université de Lorraine à Metz ou Nancy. L'objectif de cette réunion est de préciser les modalités et attendus de la Mission. L'Université communiquera les noms et coordonnées des interlocuteurs sur site pour réaliser les visites. La réunion aura pour but d'arrêter un planning définitif. Dans tous les cas les visites des deux sites seront programmées au plus tard sur le mois suivant la réunion de démarrage.

La réunion aura également pour objectif de préciser par le titulaire la liste des documents dont il aura besoin pour réaliser ses missions.

Liste des documents remis au titulaire au plus tard le jour de la visite sur site :

- Bilan financier des opérations de construction par lot technique
- Procès-verbal d'ouverture
- Procès-verbal des visites périodiques de la commission de sécurité

- Registre de sécurité (à consulter sur place)
- Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) par lots techniques
- Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (DIUO) par lots
- Rapports Finaux des organismes de contrôles
- Rapports vérifications réglementaires en exploitation (RVRE)
- Rapports d'interventions des prestataires de maintenance

Le prestataire devra analyser la complétude, la cohérence et la fiabilité des documents et signaler à l'Université tout manquement significatif.

2.2. Visite sur sites

La mission d'audit comprend de façon obligatoire une visite (ou plusieurs selon le besoin) des bâtiments, objets de la présente mission.

Ces visites seront programmées afin s'assurer que le prestataire puisse être accompagné d'un agent de la direction du patrimoine immobilier lors de sa visite et qu'il puisse avoir un temps d'échange avec le responsable du service technique en charge de la maintenance des bâtiments.

Les visites des bâtiments en jours ouvrés sont définies et validées conjointement entre la personne publique et le titulaire. Elles seront encadrées avec la présence obligatoire de la Direction du Patrimoine Immobilier / le Responsable technique du site.

Le titulaire prévoit au sein de son offre les moyens d'accès en hauteur sécurisés en adéquation avec les constats à réaliser et les protections périphériques provisoires.

L'intervention sera faite par un ou des interlocuteur(s) salarié(s) du titulaire, nommément désigné(s) lors du dépôt de l'offre, compétents et habilités pour les investigations à réaliser (toitures, postes HT, etc.). Il(s) devra(ont) disposer d'équipements de protection individuels (EPI) correspondants aux investigations à mener.

2.3. Réunion de présentation des livrables

Les livrables Audit (VOLET A de la Mission) et le projet de plan GER (VOLET B) feront l'objet d'une réunion chacune dans les locaux de la Direction du Patrimoine Immobilier. La tenue de ces réunions sera un préalable à l'admission des prestations.

ARTICLE 3 – LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les lieux de visite prévus lors de l'exécution de la prestation, sont :

- **le site Campus Ile du Saulcy de Metz, pour le Bâtiment Simone Veil** : bâtiment universitaire classique, composé de salles de cours, de bureaux, d'une épicerie solidaire, de salles de Travaux Pratiques, et d'amphithéâtres pour une surface globale Hors Œuvre Nette de 8 012 m² ;

- **le campus ARTEM Nancy, rue Blandan, pour le bâtiment ARTEM3** : bâtiment universitaire classique, composé d'une médiathèque, de salles de cours, de bureaux, de salles de Travaux Pratiques, et de 3 amphithéâtres pour une surface Hors œuvre Nette de 16 673 m²

ARTICLE 4 – DELAIS

Les délais maximums consentis par la personne publique sont décomposés par éléments de missions comme suit :

Cependant il appartient au candidat de proposer des **délais optimisés qui deviendront contractuels** dès lors que l'offre sera notifiée. Cette optimisation devra être crédible vis-à-vis de la prestation à mener. Il appartient au candidat d'optimiser son intervention en procédant aux traitements simultanés des 2 bâtiments concernés.

Les délais contractuels optimisés sont à exprimer en semaine ouvrées.

Désignation du livrable	Délai maximum	Délais maximums d'optimisation du candidat	Elément déclencheur	Rapports ou livrables attendus	Nombre d'exemplaires
A Audit des bâtiments					
Volet A 1– Audit Simone Veil Metz	6 semaines	.....	Ordre de service	Livrable 2	2
<i>méthodologie relative à la décomposition par composant ainsi qu'au chiffrage des travaux (cf art 1.1)</i>	3 semaines Compris dans les 6 semaines prévue pour A1	.....		Livrable 1	1
Volet A2 – Audit ARTEM Nancy	4 semaines	.....	Ordre de service	Livrable 3	2
B Plans de GER des bâtiments					
Volet B1 – Projet de Plan GER Simone Veil Metz	4 semaines	.....	Ordre de service	Livrable 4I (version initiale)	2
Volet B2 – Projet de Plan GER ARTEM Nancy	4 semaines	.....	Ordre de service	Livrable 5I (version initiale)	2
Volet B3 – Intégration des remarques/Observations de l'Université de Lorraine (phase d'admission)	2 semaines	.....	Ordre de service	Livrables 4VF et 5VF (versions finales)	2
Durée totale de la totalité de la prestation estimée		De 18 semaines à 32 semaines compris les périodes d'admission. Il appartiendra au candidat de proposer s'il y a lieu une optimisation de ces délais.			
				

Les rendus ou livrables devront être communiqués pour admission en format modifiable.

Ceux relatifs au plan pluriannuel de GER devront en outre être accompagnés de tableaux (.xls) mentionnant année par année les travaux envisagés, les coûts correspondants ainsi que les index de révisions à prendre en compte pour chacun d'eux.

La décision par le maître d'ouvrage d'approuver, avec ou sans réserve, ou de rejeter les documents d'études doit intervenir avant l'expiration des délais suivants :

Désignation du livrable	Délai d'admission
<i>Note méthodologique relative à la décomposition par composant ainsi qu'au chiffrage des travaux (livrable 1)</i>	2 semaines
REMISE DU RAPPORT D'AUDIT (livrables 2 et 3)	3 semaines
Remise du Projet de Plan de GER - (livrables 4 et 5 versions initiales)	3 semaines
Remise du Plan de GER définitif - (livrables 4 et 5 versions définitives)	2 semaines

Ces délais courent à compter de la date de réception par le maître d'ouvrage de la remise du livrable. Si la décision du maître d'ouvrage n'est pas notifiée au prestataire dans les délais susmentionnés, la prestation est considérée comme acceptée, avec effet à compter de l'expiration du délai.

L'approbation tacite ne vaut pas ordre de service de commencer l'élément de mission suivant.

ARTICLE 5 – PRIX DES PRESTATIONS

Les prestations définies à l'article 1 ci-dessus seront facturées selon l'offre présentée par le Prestataire :

Réalisation d'un audit technique patrimonial et constitution d'un plan GER (Gros Entretien Renouvellement) pour deux bâtiments de l'Université de Lorraine :

<i>Montant de l'offre (tous éléments de missions confondus)</i>	=	..... € HT
<i>T.V.A. (20 %)</i>	= €
<i>T.T.C.</i>	= €
<i>Arrêté en lettres</i>		

Le détail du prix est communiqué via l'annexe 1 : Cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.)

Le prix est réputé être ferme actualisable pour la durée de la prestation.

ARTICLE 6 – FACTURATION

Le Prestataire transmettra à l'Université de Lorraine (chargé de projet la direction support – Direction du Patrimoine Immobilier) ses factures établies selon le modèle imposé par Chorus avec la mention du bon de commande qui lui aura été communiqué à l'appui de ou des ordres de service. La facturation pourra intervenir à chaque fin d'éléments de mission dès lors que l'admission du ou des livrables portant achèvement de la ou les prestation(s) concernée(s).

Outre les mentions légales, les factures devront mentionner :

- La désignation des parties contractantes du marché (nom, raison sociale, numéro de SIRET/SIREN, et numéro de compte bancaire/postal du titulaire) ;
- Le numéro du marché et son intitulé ;
- La période au cours de laquelle ont été exécutées avec les prestations qui font l'objet de la demande de paiement ;
- La nature des prestations ainsi que leur coût en référence au CDPGF annexé au présent marché ; la mention de l'adresse du bâtiment concerné ainsi que la période au cours de laquelle ont été exécutées les prestations objet de la demande de paiement, et la date d'admission ;
- Le montant total HT, le taux et le montant de la TVA et le total TTC en référence du CDPGF ;
- Le cas échéant, le mode d'actualisation du prix ainsi que les indices ayant été utilisés ;
- La référence aux éventuels avenants.

Chaque facture devra être accompagnée du bon de commande correspondant.

Les factures devront être adressées sous forme électronique conformément à l'ordonnance du 26 juin 2014 via la plateforme Chorus Portail Pro par saisie manuelle ou dépôt de PDF :xml à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>.

L'utilisation du portail électronique nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format pdf.

Par dérogation à l'article 11.3 du CCAG PI, la facture portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro SIRET du Prestataire ;
- Le code service : UL1AVECEJ ;
- Le numéro de SIRET de l'Université de Lorraine : 130 015 506 00012 ;
- Le numéro d'engagement (EJ) fourni par l'Université de Lorraine, lors de la notification (4500 suivi de 6 chiffres).

Les mentions légales d'une facture sont communiquées :

<http://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/vie-pratique/Fiches-pratiques/Facturation-entre-professionnels>

Le titulaire s'assurera que l'ensemble des informations lors de l'importation de la facture soit reconnu par le portail Chorus Portail Pro 2017, et le cas échéant y apportera les modifications nécessaires.

Le règlement des factures s'effectuera par virement bancaire selon les informations mentionnées au présent document. Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la date de la facture par l'Université de Lorraine.

ARTICLE 7 – DUREE

La durée initiale estimée du marché est fixée par l'Université de Lorraine entre 18 à 32 semaines calendaires ; ce délai comprend toutes missions. L'entreprise devra à l'appui de son offre proposer un phasage d'optimisation par la transmission d'un calendrier prévisionnel contradictoire.

La durée contractuelle sera déterminée en fonction des délais prévus dans l'offre remise par le prestataire en annexe du présent document et sera affirmée dans l'acte de notification du marché

ARTICLE 8 – POSSIBILITES DE SOUS-TRAITANCE

Les missions ou éléments de missions, précisées au sein de la partie III pourront être exécutées par la conclusion d'un contrat de sous-traitance, sous réserve de la déclaration au sein du document DC4 ;

Le prestataire s'interdit de sous-traiter à quiconque la réalisation des travaux (à définir si on exclut des prestations de la sous-traitance).

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS

Pour l'exécution des missions définies à la partie III du présent document, le prestataire s'engage à mobiliser l'ensemble des compétences, moyens et diligences nécessaires, dans le strict respect des règles de l'art et des normes professionnelles en vigueur.

Il est expressément convenu que cette obligation constitue une obligation de moyens et non une obligation de résultat.

L'ensemble des obligations seront détaillées comme suit.

Le prestataire considérera comme strictement confidentiel, et s'interdit de divulguer, toute information, document, donnée ou concept, dont il pourra avoir connaissance à l'occasion du présent contrat. Le prestataire, toutefois, ne saurait être tenu pour responsable d'aucune divulgation si les éléments divulgués étaient dans le domaine public à la date de la divulgation, ou s'il en avait connaissance, ou les obtenait de tiers par des moyens légitimes.

L'Université se tiendra à la disposition du prestataire toutes les informations pouvant contribuer à la bonne réalisation de l'objet du présent contrat.

A cette fin, il convient de désigner les interlocuteurs privilégiés pour assurer le dialogue dans les diverses étapes de la mission contractée que sont :

- un agent de la sous-direction exploitation maintenance dont le nom et les coordonnées seront communiqués lors de la notification du marché.
- Monsieur Yohann MEKNACI, responsable du service technique de l'Ile du Saulcy ou son préposé dument désigné qui procédera à la visite du bâtiment S. VEIL ;
- Monsieur Laurent PAYRE, responsable du service technique du campus ARTEM ou son préposé dument désigné qui procédera à la visite du bâtiment ARTEM 3.

ARTICLE 10 – PROPRIETE DES RESULTATS

De convention expresse, la propriété de l'œuvre, réalisée en application du présent contrat, est attribuée au client. A cette fin, et en tant que de besoin, le prestataire transfère au client tous les droits d'exploitation sur les résultats.

La présente session vaut pour tous territoires et pour toute la durée de protection dont l'œuvre fait l'objet. Le prestataire s'interdit pour l'avenir tout fait d'exploitation de l'œuvre précitée. De convention expresse, le client acquiert la propriété de l'œuvre dont il s'agit, au fur et à mesure de son élaboration.

ARTICLE 11 – PENALITES

11.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 35,00 € pendant 7 jours, puis 50,00 € au-delà, assortie d'un montant minimum de 50,00 €.

Les jours de fermetures obligatoires de l'établissement, s'ils sont responsables pour tout ou partie du retard d'exécution pourront être déduits de la durée d'exécution (congés d'été du 27/07/2026 au 17/08/2026).

11.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de **1 500,00 € HT**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 12 – RESILIATION DU CONTRAT

Le Marché pourra être résilié dans les conditions prévues aux articles **36 à 42 du Cahier des Clauses Administratives Générales Prestations intellectuelles**.

ARTICLE 13 – REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

Tout litige susceptible de s'élever entre les parties devra de facto passer par une étape préalable amiable de conciliation entre les parties avant tout passage au contentieux.

ARTICLE 14 – NOMINATION DE LA JURIDICTION COMPETENTE

Tout litige susceptible de s'élever entre les parties, à propos de la formation, de l'exécution, ou de l'interprétation du présent contrat, sera de la compétence exclusive du tribunal administratif de Nancy.

Fait à Nancy, le _____ ,

**Signature du Personne publique
ou son représentant**

Signature du Prestataire

ANNEXES AU PRESENT CONTRAT :

Annexe 1 – Cadre De Décomposition du Prix Global Forfaitaire (GDPGF)

Annexe 2 – Liste des Documents remis par la personne publique au prestataire

Annexe 3 – Planning prévisionnel de l'Audit

Annexe 4 – sous-traitance/ co-traitance

Annexe 5 – exemple de décomposition par composants ou groupes de composant

ANNEXE N° 1 : Cadre de Décomposition du Prix Global Forfaitaire - Co-traitance

Eléments de mission	Total HT	TVA 20%	TOTAL € TTC
Volet A1 - Simone Veil
Volet B1 - Simone Veil
Volet A2 - ARTEM 3
Volet B2 - ARTEM 3
TOTAL

En cas de cotraitance veuillez mentionner dans le tableau ci-dessous, les prestations réalisées par le ou les co-traitants ainsi que les montants associés :

(Joindre un RIB pour chaque co-traitant)

Désignation de l'entreprise	Prestations concernées	Montant HT	Taux TVA	Montant TTC
Dénomination sociale : SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire : Adresse :
Dénomination sociale : SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire : Adresse :				

Dénomination sociale : SIRET : Code APE : N° TVA intracommunautaire : Adresse :				
Total prestations réalisées par un ou des cotraitant(s)	.....			.....

ANNEXE N° 2 : Liste des Documents remis par la personne publique au prestataire

DOCUMENTS TRANSMIS PAR LA DPI	
ARTEM 3	S. VEIL
- Permis compris notice de sécurité/Accessibilité	- Permis compris notice de sécurité/Accessibilité
- PV commission de sécurité - ouverture	- PV commission de sécurité - ouverture
- DOE par lot	- DOE par lot
- Synthèse cout de construction	- Synthèse cout de construction/ Détail par lot
-Plans et état de surfaces détaillé	-Plans et état de surfaces détaillé
DOCUMENTS CONSULTABLES SUR SITE VIA LE Responsable de service technique	
- rapports de maintenance (SSI, ascenseur, ...)	
- rapports de vérification technique réglementaire (électrique, ascenseurs, SSI)	
- registre de sécurité incendie	
- Bilan annuel CVC– rapport d’exploitation (contrôles réglementaires)	

Annexe 3 : Planning prévisionnel

Planning prévisionnel délais maxi. Définis par l'UL

	Délais maxi.	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	S18	S19	S20	S21	S22	S23	S24	S25	S26
Volet A 1– Audit Simone Veil Metz	6 semaines																										
méthodologie relative à la décomposition par composant ainsi qu'au chiffrage des travaux (cf art 1.1)	3 semaines																										
Volet A2 – Audit ARTEM Nancy	4 semaines																										
Volet B1 – Projet de Plan GER Simone Veil Metz	4 semaines																										
Volet B2 – Projet de Plan GER ARTEM Nancy	4 semaines																										
Volet B3 – Intégration des remarques/Observations de l'Université de Lorraine (phase d'admission)	2 semaines																										
	23	26 semaines																									

**Planning proposé par le prestataire
(optimisation par rapport au délais maxi)**

	Délais maxi.	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13	S14	S15	S16	S17	S18	S19	S20	S21	S22	S23	S24	S25	S26
Volet A 1– Audit Simone Veil Metz																											
méthodologie relative à la décomposition par composant ainsi qu’au chiffrage des travaux (cf art 1.1)																											
Volet A2 – Audit ARTEM Nancy																											
Volet B1 – Projet de Plan GER Simone Veil Metz																											
Volet B2 – Projet de Plan GER ARTEM Nancy																											
Volet B3 – Intégration des remarques/Observations de l’Université de Lorraine (phase d’admission)																											
		..... semaines																									

MARCHES PUBLICS

DC4

DECLARATION DE SOUS-TRAITANCE¹

Le formulaire DC4 est un modèle de déclaration de sous-traitance qui peut être utilisé par les soumissionnaires ou titulaires de marchés publics pour présenter un sous-traitant. Ce document est fourni par le soumissionnaire ou le titulaire à l'acheteur soit au moment du dépôt de l'offre – en complément des renseignements éventuellement fournis dans le cadre H du formulaire DC2 – soit en cours d'exécution du marché public.

Il est rappelé qu'en application du code de la commande publique, et notamment ses [articles L. 1110-1](#), et [R. 2162-1 à R. 2162-6](#), [R. 2162-7 à R. 2162-12](#), [R. 2162-13 à R. 2162-14](#) et [R. 2162-15 à R. 2162-21](#) (marchés publics autres que de défense ou de sécurité), ainsi que [R. 23612-1 à R. 2362-6](#), [R. 2362-7](#), [R. 2362-8](#), [R. 2362-9 à R. 2362-12](#), et [R. 2362-13 à R. 2362-18](#) (marchés de défense ou de sécurité), le vocable de « marché public » recouvre aussi les marchés de partenariat et les marchés de défense ou de sécurité ainsi que les marchés subséquents et les marchés spécifiques, indépendamment des techniques d'achats utilisées (accords-cadres s'exécutant par la conclusion de marchés subséquents ou par l'émission de bons de commande, concours, systèmes d'acquisition dynamiques, catalogues électroniques et enchères électroniques), qu'ils soient ou non soumis aux obligations relatives à la préparation et à la passation prévues par ce code. Dans tous ces cas, le présent formulaire type est utilisable.

A - Identification de l'acheteur

■ Désignation de l'acheteur :

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante.)

■ Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'[article R. 2191-59](#) du code de la commande publique, auquel renvoie l'[article R. 2391-28](#) du même code (nantissements ou cessions de créances) :
(Indiquer l'identité de la personne, ses adresses postale et électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie.)

B - Objet du marché public

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans l'avis d'appel à la concurrence ou l'invitation à confirmer l'intérêt ; en cas de publication d'une annonce au JOUE ou au BOAMP, la simple indication de la référence à cet avis est suffisante ; dans tous les cas, l'indication du numéro de référence attribué au dossier par l'acheteur est également une information suffisante. Toutefois, en cas d'allotissement, identifier également le ou les lots concernés par la présente déclaration de sous-traitance.)

C - Objet de la déclaration du sous-traitant

La présente déclaration de sous-traitance constitue :

(Cocher la case correspondante.)

- ☐ un document annexé à l'offre du soumissionnaire
- ☐ un acte spécial portant acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement (sous-traitant présenté après attribution du marché)
- ☐ un acte spécial modificatif ; il annule et remplace la déclaration de sous-traitance du

D - Identification du soumissionnaire ou du titulaire du marché public

¹ Document facultatif disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

n Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

n Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

n Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

n Adresse électronique :

n Numéros de téléphone et de télécopie :

n Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

n Forme juridique du soumissionnaire individuel, du titulaire ou du membre du groupement (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) :

n En cas de groupement momentané d'entreprises, identification et coordonnées du mandataire du groupement :

E - Identification du sous-traitant

n Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation, adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale), adresse électronique, numéros de téléphone et de télécopie, numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

n Nom commercial et dénomination sociale de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation :

n Adresses postale et du siège social (si elle est différente de l'adresse postale) :

n Adresse électronique :

n Numéros de téléphone et de télécopie :

n Numéro SIRET, à défaut, un numéro d'identification européen ou international ou propre au pays d'origine de l'opérateur économique issu d'un répertoire figurant dans la liste des ICD :

n Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, EURL, association, établissement public, etc.) et numéro d'enregistrement au registre du commerce, au répertoire des métiers ou auprès d'un centre de formalité des entreprises :

■ **Personne(s) physique(s) ayant le pouvoir d'engager le sous-traitant :**

(Indiquer le nom, prénom et la qualité de chaque personne. En MDS, joindre en annexe un justificatif prouvant l'habilitation à engager le sous-traitant. Pour les autres marchés publics, ce document sera à fournir à la demande de l'acheteur.)

n Le sous-traitant est-il une micro, une petite ou une moyenne entreprise au sens de la [recommandation de la Commission du 6 mai 2003](#) concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou un artisan au sens au sens [de l'article 19 de la loi du 5 juillet 1996](#) n° 96-603 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ([Art. R. 2151-13](#) et [R. 2351-12](#) du code de la commande publique) ?

☐ Oui ☐ Non

n Pour les **marchés de défense ou de sécurité** passés par les services du ministère de la défense uniquement **et** à condition que le marché concerné soit un marché public de service ou de travaux ou un marché public de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service ([article R. 2393-33](#) du code de la commande publique), le sous-traitant est-il lié au titulaire ?

☐ Oui ☐ Non

F - Nature des prestations sous-traitées

(Reprendre les éléments concernés tels qu'ils figurent dans le contrat de sous-traitance.)

■ Nature des prestations sous-traitées :

■ Sous-traitance de traitement de données à caractère personnel (à compléter le cas échéant) :

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intègre les clauses obligatoires prévues par l'[article 28 du règlement \(UE\) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016](#) relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et abrogeant la directive 95/46/CE (RGPD).

G - Prix des prestations sous-traitées

■ Montant des prestations sous-traitées :

Dans le cas où le sous-traitant a droit au paiement direct, le montant des prestations sous-traitées indiqué ci-dessous, revalorisé le cas échéant par application de la formule de variation des prix indiquée *infra*, constitue le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant.

a) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de prestations ne relevant pas du b) ci-dessous :

- Taux de la TVA :
- Montant HT :
- Montant TTC :

b) Montant du contrat de sous-traitance dans le cas de travaux sous-traités relevant du [2 nonies de l'article 283 du code général des impôts](#) :

- Taux de la TVA : auto-liquidation (la TVA est due par le titulaire) :
- Montant hors TVA :

■ Modalités de variation des prix :

■ Le titulaire déclare que son sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct ([article R. 2193-10](#) ou [article R. 2393-33](#) du code de la commande publique) :

(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

H - Conditions de paiement

■ Compte à créditer :

(Joindre un relevé d'identité bancaire ou postal.)

Nom de l'établissement bancaire :

Numéro de compte :

■ Le sous-traitant demande à bénéficier d'une avance :

(Cocher la case correspondante.)

☐ Oui ☐ Non

I - Capacités du sous-traitant

(Nota : Sauf pour les marchés de défense et de sécurité (MDS), ces renseignements ne sont nécessaires que lorsque l'acheteur les exige et qu'ils n'ont pas été déjà transmis dans le cadre du DC2 -voir rubrique H du DC2.)

I1 - Récapitulatif des informations et renseignements (marchés publics hors MDS) ou des pièces (MDS) demandés par l'acheteur dans les documents de la consultation qui doivent être fournis, en annexe du présent document, par le sous-traitant pour justifier de son aptitude à exercer l'activité professionnelle concernée, ses capacités économiques et financières ou ses capacités professionnelles et techniques :

-
-
-
-
-

I2 - Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

J - Attestations sur l'honneur du sous-traitant au regard des exclusions de la procédure

J1 - Le sous-traitant déclare sur l'honneur (*) :

a) dans l'hypothèse d'un marché public autre que de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique (**);

b) dans l'hypothèse d'un marché public de défense ou de sécurité, ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.

Afin d'attester que le sous-traitant n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

(*) Lorsqu'un opérateur économique est, au cours de la procédure de passation d'un marché, placé dans l'un des cas d'exclusion mentionnés aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#), aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) ou aux [articles L. 2341-1 à L. 2341-3](#) du code de la commande publique, il informe sans délai l'acheteur de ce changement de situation.

(**) Dans l'hypothèse où le sous-traitant est admis à la procédure de redressement judiciaire, son attention est attirée sur le fait qu'il devra prouver qu'il a été habilité à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

J2 – Documents de preuve disponibles en ligne (applicable également aux MDS, lorsque l'acheteur a autorisé les opérateurs économiques à ne pas fournir ces documents de preuve en application de l'[article R. 2343-14](#) ou de l'[article R. 2343-15](#) du code de la commande publique) :

Le cas échéant, adresse internet à laquelle les documents justificatifs et moyens de preuve sont accessibles directement et gratuitement, ainsi que l'ensemble des renseignements nécessaires pour y accéder :

(Si l'adresse et les renseignements sont identiques à ceux fournis plus haut se contenter de renvoyer à la rubrique concernée.)

- Adresse internet :

- Renseignements nécessaires pour y accéder :

K - Cession ou nantissement des créances résultant du marché public

(Cocher les cases correspondantes.)

1^{ère} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial**.

Le titulaire établit qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché public ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique.

En conséquence, le titulaire produit avec le DC4 :

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché public qui lui a été délivré,
OU

☐ une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

2^{ème} hypothèse ☐ La présente déclaration de sous-traitance constitue un **acte spécial modificatif** :

☐ le titulaire demande la modification de l'exemplaire unique ou du certificat de cessibilité, prévus à l'[article R. 2193-22](#) ou à l'[article R. 2393-40](#) du code de la commande publique, qui est joint au présent DC4 ;
OU

☐ l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ayant été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne pouvant être restitué, le titulaire justifie :

- soit que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché public ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée,
- soit que son montant a été réduit afin que ce paiement soit possible.

Cette justification est donnée par une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché qui est jointe au présent document.

L - Acceptation et agrément des conditions de paiement du sous-traitant

(Nota : Lorsque le DC4 est fourni durant la procédure de passation du marché en annexe de l'offre du soumissionnaire, il appartient à ce dernier de vérifier si, dans le cadre de la procédure concernée, la signature de ce formulaire est ou non exigée par l'acheteur à ce stade ; si le DC4 n'a pas été signé, l'acheteur, une fois le marché attribué, renvoie au titulaire le DC4 complété afin que ce dernier la retourne signé de lui-même et de son sous-traitant. L'acheteur pourra alors notifier au titulaire le marché, auquel sera annexé ce document, ce qui emportera agrément et acceptation des conditions de paiement du sous-traitant)

A _____, le _____ A _____, le _____

ous-traitant :
(*Donnée identifiée rubrique E du DC4*)

oumissionnaire ou le titulaire :
(*Donnée identifiée rubrique C1 du DC2*)

Le représentant de l'acheteur, compétent pour signer le marché public, accepte le sous-traitant et agréé ses conditions de paiement.

A , le

Le représentant de l'acheteur :

Annexe 5 : exemple non contractuel de décomposition d'un ouvrage bâtementaire en composant

LOTS CONCERNES	Coût indicatif équipement neuf €HT	Durée de Vie théorique (années)	Durée de vie résiduelle	R Total	R partiel	Description de l'intervention : remplacement total ou partiel, type de traitement...
TERRASSEMENTS	245 000 €					Non applicable
FONDATIONS	1 053 000 €					Non applicable
VRD, ASSAINISSEMENT	555 000 €					
Clôture. Mobilier et aménagements extérieurs, ...	15 000 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Voirie	280 000 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Réseaux extérieurs (assainissement EU/EP, FO, CFO, CFA, GAZ...)	260 000 €	50 an(s)	25 an(s)		X	
STRUCTURE, GROS-OEUVRE	3 456 000 €					
Travaux en infrastructures	183 000 €	100 an(s)	75 an(s)			Non applicable
Travaux en superstructures	3 273 000 €	100 an(s)	75 an(s)			Non applicable
CLOS-COUVERT	2 542 000 €					
Charpente Couverture		40 an(s)	15 an(s)		X	
Toiture - Terrasse et édicules	191 871 €	20/40 an(s)	20 an(s)	X	X	
Couverture végétalisée	60 605 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Etanchéité	243 524 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Revêtements Façade (y compris tout élément lié à la façade : signalétique, gravure, etc).	913 000 €	30 an(s)	5 an(s)		X	
Verrières et façades vitrées	375 000 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Menuiseries extérieures aluminium	506 000 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Occultation, brise-soleil, store	252 000 €	10 an(s)	5 an(s)	X		
Bardages	compris					
ÉQUIPEMENTS TECHNIQUES	4 314 000 €					
Électricité courants forts	1 261 174 €					
Livraison : Poste HT-transformateur HT / BT	48 184 €	40 an(s)	10 an(s)		X	
Protection foudre	4 249 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
TGBT et auxiliaires	31 996 €	30 an(s)	5 an(s)		X	
Distribution BT, jusqu'à l'amont des TD	compris	30 an(s)	5 an(s)		X	
Distribution BT, TD inclus, prises, interrupteurs accessible (<3m)	783 134 €	25 an(s)	5 an(s)		X	

Distribution BT, TD inclus, prises, interrupteurs non accessible (>3m)		30 an(s)	5 an(s)		X	
Éclairage normal (sources et appareils)	266 950 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Éclairage de sécurité	41 655 €	10 an(s)	5 an(s)	X		
Éclairage extérieur	85 006 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Production Courant Secouru		15 an(s)	5 an(s)	X		
Distribution courant secouru, amont TD dans bâtiment		30 an(s)	5 an(s)		X	Non applicable
Distribution BT secouru, TD inclus, prises, interrupteurs		30 an(s)	5 an(s)		X	Non applicable
Onduleurs dédiés au bâtiment (SGx)		15 an(s)	5 an(s)	X		Non applicable
Onduleurs dédiés à l'activité pédagogique		15 an(s)	5 an(s)	X		Non applicable
Courant ondulé, distribution amont TD		30 an(s)	5 an(s)		X	Non applicable
Groupes électrogènes, courant secouru		40 an(s)	15 an(s)		X	Non applicable
Électricité courants faibles	816 926 €					
LOTS CONCERNES	Coût indicatif équipement neuf €HT	Durée de Vie théorique (années)	Durée de vie résiduelle	R Total	R partiel	Description de l'intervention : remplacement total ou partiel, type de traitement...
Sonorisation liée à l'enseignement	compris	20 an(s)	15 an(s)	X		
Sonorisation liée à l'annonce (selon projet)	51 707 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Sonorisation réglementaire		20 an(s)	15 an(s)	X		
Lecteurs de badges (contrôle d'accès)		15 an(s)	5 an(s)	X		
Câblage contrôle d'accès	51 761 €	30 an(s)	5 an(s)		X	
Vidéosurveillance (caméras comprises), anti-intrusion	47 676 €	10 an(s)	5 an(s)	X		
Baies informatiques, autocommutateur	198 042 €					hors périmètre
Câblage VDI, TV, téléphonie	467 740 €	30 an(s)	5 an(s)	X		
Terminaux VDI, TV, téléphonie, Equipements passifs		30 an(s)	5 an(s)			
Terminaux VDI, TV, téléphonie, Equipements actifs						hors périmètre
Appareillage Téléphonie, DECT						hors périmètre
Projection vidéo-enseignement, matériel audio-vidéo						hors périmètre
Horloge						hors périmètre
GTB	67 988 €					
Réseau interne au bâtiment	67 988 €	15 an(s)	5 an(s)	X		
Interfaçage et renvoi d'alarmes vers Université						hors périmètre
Génie climatique (CVC)	1 826 504 €					
Production calorifique	214 253 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Production frigorifique, rafraîchissement	94 111 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Centrales d'air, ventilation, VMC	290 222 €	25 an(s)	25 an(s)	X		
Réseaux Aérauliques	572 568 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Réseaux Hydraulique	377 560 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Réseaux distribution Chaud	compris					
Traitement Terminal spécifique (laboratoires, ...)	18 078 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Équipements terminaux	259 712 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Plomberie	219 215 €					
Raccordement extérieur	6 034 €	40 an(s)	15 an(s)		X	Non applicable
Surpresseur, disconnecteur	10 762 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Traitement d'eau	14 391 €	15 an(s)	5 an(s)	X		

Désembouage	6 306 €	15 an(s)	5 an(s)	X		
Réseau de distribution intérieur	27 511 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Échangeur, production ECS		20 an(s)	15 an(s)	X		
Ballons ECS	5 821 €	10 an(s)	5 an(s)	X		
Robinetterie terminale		25 an(s)	25 an(s)		X	
Appareils sanitaires	98 006 €	30 an(s)	5 an(s)		X	
Arrosage automatique		20 an(s)	15 an(s)	X		
Réseaux Eaux usées - Eaux vannes- Eaux pluviales	50 384 €	50 an(s)	25 an(s)		X	
Relevages, bac à graisse, ...		15 an(s)	5 an(s)	X		
Séparateur hydrocarbures		40 an(s)	15 an(s)		X	
Levage, portes automatiques, ...	109 000 €					
Ascenseur, monte-charge	109 000 €	35 an(s)	10 an(s)		X	
Escaliers mécaniques						Non applicable
Portes automatiques et barrières		10 an(s)	5 an(s)		X	
LOTS CONCERNES	Coût indicatif équipement neuf €HT	Durée de Vie théorique (années)	Durée de vie résiduelle	R Total	R partiel	Description de l'intervention : remplacement total ou partiel, type de traitement...
Equipements spécifiques	13 193 €					
Matériels laboratoires hors Sorbonnes						Hors périmètre
Sorbonnes	4 586 €					Hors périmètre
Fluides spéciaux	8 607 €	20 an(s)	15 an(s)		X	
SECURITE INCENDIE	52 000 €					
Détection automatique incendie	32 462 €					
Centrale	32 462 €	20 an(s)	15 an(s)	X		
Détecteurs		4 an(s)	3 an(s)		X	
Protection incendie	4 538 €					
Désenfumage		20 an(s)	15 an(s)	X		
Clapets coupe-feu		20 an(s)	15 an(s)	X		Remplacement (cis lot réseau aéraulique)
Extincteurs	4 538 €	10 an(s)	5 an(s)	X		
RIA, sprinklage, si existant						Non applicable
SECOND-ŒUVRE (GER MOYENS)	3 012 000 €					
Cloisons fixes et mobiles	390 000 €	50 an(s)	25 an(s)		X	
Métallerie / Serrurerie	303 000 €	50 an(s)	25 an(s)		X	
Menuiserie intérieure	659 000 €	40 an(s)	15 an(s)		X	
Agencement	100 000 €	25 an(s)	25 an(s)		X	
Mobilier fixe, dont immobilier par destination	105 000 €	35 an(s)	10 an(s)		X	
Mobilier non fixe						hors périmètre
Faux-plafond, Planchers techniques	293 000 €	30 an(s)	5 an(s)		X	
Revêtements sols et murs	1 097 000 €	20 an(s)	5 an(s)		X	
Vitrerie intérieure	35 000 €	50 an(s)	25 an(s)		X	Non applicable